

Tram de Liège : la Ville est dépossédée de ses prérogatives, dit l'opposition...



Outre l'examen de la déclaration de politique générale, un autre sujet politiquement sensible avait trait à l'adoption de la convention de coopération dite publique-publique liant la Ville à la Société régionale wallonne du transport (SRWT) et relative au tram de Liège. En charge de la Mobilité, l'échevin Michel Firket (CDH) a refait le point sur les différentes étapes qui se sont succédé dans un dossier qui a déjà connu moult attermoissements. Parmi celles-ci : la fin récente de l'étude d'incidences sur l'environnement concernant le tracé du tram. Mais l'échevin de préciser, en préambule : " Il n'est question ici ni du tracé ni du permis dont le dépôt de la demande doit intervenir d'ici peu, mais bien d'une convention destinée à établir les relations entre la Ville et la SRWT ". Un document conséquent – il fait plusieurs centaines de pages – qui rassemble toute une série d'exigences et de contraintes et dont le but est aussi, selon Michel Firket, de " protéger les intérêts de la Ville " en fixant le cadre d'intervention du partenaire privé.

Reste que l'opposition ne s'est pas fait prier pour intervenir sur le sujet. Car selon François Schreuer (Vega), lequel en avait appelé dès vendredi dernier à un ajournement de ce point, " il s'agit du dernier acte décisionnel d'importance que le Conseil communal a à poser sur le dossier ". Or, selon lui, le tram est un projet d'envergure qui va transformer la ville. Et d'insister sur le fait que " le projet de tram ne doit pas se limiter à un projet de transport ". Il fait ainsi référence aux multiples dimensions que doit recouvrir ce projet, lequel n'est selon lui pas mûr en l'état.

Par la voix de Diana Nikolic et Pierre Gilissen, le MR va encore plus loin en déclarant que " la Ville n'a pas de projet ", le tram étant selon lui le projet de la SRWT. Au sujet de la convention en question, le MR estime qu'elle va " déposséder la Ville de ses prérogatives ". " Le collègue communal veut-il se dédouaner de sa responsabilité ? ", interroge Diana Nikolic, tandis que Pierre Gilissen estime quant à lui que " la Ville n'aura plus aucune maîtrise ". Notons encore l'intervention à contre-courant de Géraldine Blavier (Ecolo) pour qui " il s'agit du premier engagement officiel de la Ville, qui a des responsabilités".

B.B.

Copyright © 2013 IPM. Tous droits réservés